

A 14 ans, Stellyna Kouadio a monté son premier projet pour les écoliers du village natal de son père en Côte d'Ivoire. Elle reçoit un prix quatre ans plus tard

«Directrice de projet» à 14 ans

PHILIPPE CHEVALIER

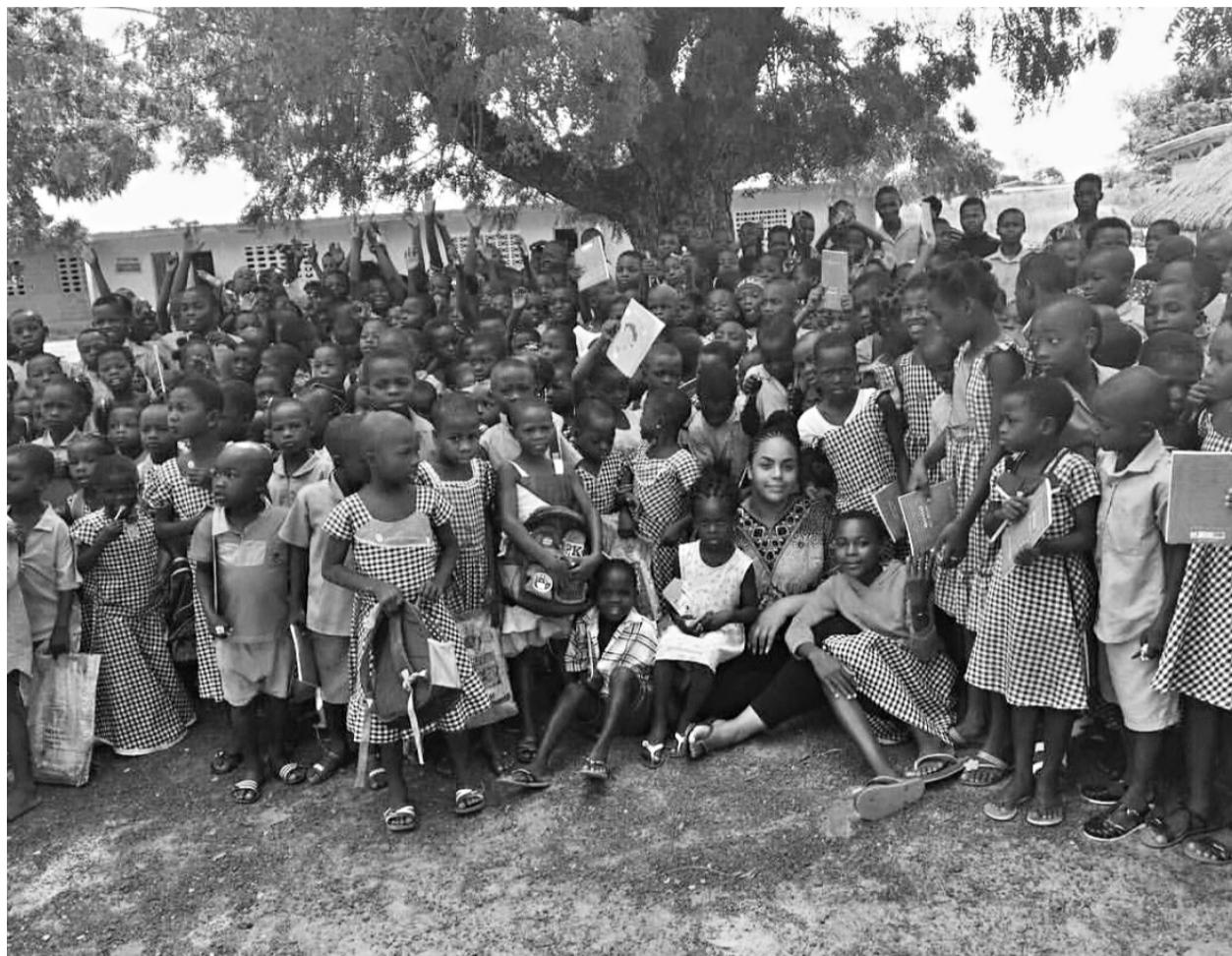
Développement ▶ Hier, la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) a décerné son premier prix Diaspora et Développement au projet d'une jeune Suisso-italo-ivoirienne, présidente de l'association Les Enfants de Gofabo. Avec l'aide de sa grande famille multiculturelle et de moyens financiers dérisoires, Stellyna Kouadio n'avait que 14 ans quand elle a monté son premier projet de coopération en faveur des habitants du village natal de son père. Le chèque de 5000 francs que lui a remis la Fedevaco permettra de construire six toilettes et six lavabos dans l'école du village qui en est dépourvue¹. Petit montant, mais gros progrès pour les 360 écoliers qui, aujourd'hui, sont contraints de s'aventurer dans la savane pour satisfaire leurs besoins, au milieu des serpents et autres insectes hostiles.

«Je ne comptais pas sur cet argent, ça m'est tombé dessus», s'exclame la jeune femme, native de Chavanne-près-Renens, aujourd'hui âgée de 18 ans. Surprise, mais ravie du coup de pouce financier qui lui est octroyé pour ses futurs projets.

C'est en 2013, en se rendant aux funérailles de sa grand-mère paternelle, que Stellyna prend véritablement conscience des difficiles conditions de vie des habitants de Gofabo, petit village ivoirien de planteurs de café et de cacao: grande pauvreté, criminalité, prostitution. Nombreux sont condamnés à l'exil, comme son père, établi à Lausanne.

La famille met la main à la pâte

A l'école fréquentée par ses cousines et cousins, ce n'est guère mieux: «des enfants sont accablés par la chaleur, le manque d'eau et de nourriture», témoigne-t-elle. Le matériel fait aussi défaut. Au point qu'elle assiste à cette scène invraisemblable pour l'écolière suisse qu'elle est: «comme le professeur avait usé sa dernière craie, il a annoncé que c'était la fin de la classe...»



Le chèque de 5000 francs qu'a remis la Fedevaco à Stellyna Kouadio lui permettra de construire six toilettes et six lavabos dans l'école de Gofabo, le village natal de son père. DR

Elle tente alors de récupérer du matériel pédagogique que son école de Pully destine au pilon. C'est un échec, mais elle parvient à acheter un petit stock en Côte d'Ivoire, qu'elle finance avec son argent de poche et l'aide de ses proches. Entre la famille de sa mère, italienne et celle de son père, ivoirien, «tout le monde a mis la main à la pâte», se félicite-t-elle. De retour à Gofabo,

elle est reçue avec les honneurs et le sourire des enfants.

Prochaine étape, l'infirmerie?

Fort de son succès, elle rassemble à nouveau quelques centaines de francs qui lui permettront, en 2016 et 2017, d'organiser une fête de Noël, réclamée par les enfants du village. Sapin, repas, boissons. Père

Noël et bonbons, tout y est!

Elle va ensuite monter la barre d'un cran en projetant la construction de deux blocs sanitaires pour l'école du village. L'élément déclencheur, cette fois, c'est la scène d'une petite écolière quittant précipitamment la classe pour aller faire ses besoins dans la savane. Aux yeux de la petite, «les toilettes, c'est pour les riches». Il se trouve

que pour les chefs coutumiers, la construction de WC est aussi une priorité. Le problème est que l'argent manque pour les travaux, estimés à 2000 francs suisses. La jeune Chavannoise crée alors l'association Les Enfants de Gofabo et s'inscrit auprès de la Fedevaco. Elle y suivra diverses formations consacrées notamment à la gestion de projets et à la recherche de fonds.

Aujourd'hui, le chantier des toilettes est sur les rails, les autorités ivoiriennes s'étant engagées à faire leur part en reliant l'établissement scolaire au réseau d'eau qui traverse le village. Pour la suite, les réflexions entre la chefferie, l'association de jeunes ou la coopérative de femmes font apparaître que l'urgence serait de monter une infirmerie. Comment, avec quels fonds, Stellyna ne le sait pas encore. Mais elle sait qu'elle y prendra une part active. I

¹ Prix cofinancé par les communes de Bussigny, Crissier, Ecublens, Prilly et Renens.

LES MIGRANTS SONT DES PASSERELLES

Le prix Diaspora et Développement est décerné une fois tous les deux ans par la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco). Il a vu le jour en 2012 obéissant à une démarche visant à «resserrer les liens entre les associations de migrants et la cinquantaine d'ONG membres de la Fedevaco», explique Anne Gueye-Girardet, chargée de formation et coordinatrice du prix. Les projets, même modestes, montés par des personnes migrantes dans leurs pays d'origine sont un levier du développement et un complément indispensable à ceux des ONG, aux yeux de la Fedevaco. Du fait

qu'ils ont un pied dans leur pays d'origine et un autre dans leur pays d'accueil, les migrants jouent un rôle de passerelle.

A ce titre, le projet lauréat de Stellyna Kouadio et son association Les Enfants de Gofabo (lire ci-dessus) fait partie des coups de cœur du jury. Celui-ci souligne que la jeune Chavannoise a su développer une réelle collaboration avec les acteurs locaux, que ce soit les professeurs, les autorités coutumières, les jeunes du village, ou encore la coopérative de femmes. En cela, sa démarche est «exemplaire», salue Anne Gueye-Girardet. PCR

Glencore accusé de maltraiter ses employés

Congo ▶ Une mission du syndicat international Industrial revient alarmée de RDC, où elle a récolté des témoignages de travailleurs de la multinationale helvétique.

Selon Industrial, les conditions de travail des employés des mines de cuivre et de cobalt du géant suisse Glencore en République démocratique du Congo (RDC) sont catastrophiques. Les métaux extraits dans ce pays sont essentiels à l'industrie électronique, en particulier pour les batteries, que ce soit celles des automobiles électriques ou des

smartphones vendus en Europe. La faitière syndicale domiciliée à Genève, qui représente quelque 50 millions de travailleurs à travers le monde, a envoyé en février une délégation dans ce pays pour rencontrer quelque 80 employés de plusieurs mines, qui avaient alerté leur syndicat, TUMC, affilié d'Industrial. La délégation de la faitière en revient si alarmée qu'elle n'hésite pas à relayer les accusations d'«esclavage» portées par certains salariés.

Le syndicat relève «des violations des droits humains et du travail systémiques» et des me-

naces constantes de renvoi. Industrial déplore les «faibles rémunérations» et «des salaires inférieurs pour la main-d'œuvre locale», accompagnées de «pratiques déplorables en matière de santé et de sécurité». L'organisation fait état de «discriminations et de racisme» et de «classifications de postes inéquitables et injustes», dans le but de diviser les travailleurs entre eux.

D'autres griefs plus précis sont avancés: ne pouvant se doucher sur leur lieu de travail, ni y laisser leurs vêtements souillés par la mine, les employés pour-

raient exposer leurs familles à des maladies professionnelles, assure le syndicat. Les travailleurs se sont aussi plaints de ne pas pouvoir accéder à l'hôpital de l'entreprise en raison de la grande distance le séparant du lieu de vie des communautés.

Ce n'est pas la première fois que Glencore, qui a quadruplé son bénéfice en 2017, est critiquée pour sa gestion au Congo. Entre autres, en 2014, elle avait été accusée par des ONG suisses de creuser dans une zone protégée, en violation des lois sur la protection de la nature, puis plus récemment de malversa-

tions dans l'acquisition de mines¹. Au Tchad, des déversements sauvages de pétrole brut avaient été constatés, et en Colombie, les conséquences de l'exploitation du charbon sur les populations locales et les mauvaises conditions de travail des employés des mines avaient été dénoncées².

Interpellée par *Le Courrier*, Glencore réfute l'ensemble des allégations d'Industrial: «En sus de leur salaire de base et d'augmentations annuelles, tous nos employés en RDC bénéficient d'une couverture médi-

TERRE DES HOMMES

MOUCHOIRS SOLIDAIRES
Les bénévoles de Terre des hommes Suisse seront dans la rue à Genève aujourd'hui et samedi pour leur traditionnelle vente de mouchoirs en papiers. L'événement sert à financer des projets pour des milliers d'enfants défavorisés dans les pays du Sud. En 2017, l'opération avait permis de récolter près de 35 000 francs. CKR

HONDURAS

MARTA CÁCERES, DEUX ANS DÉJÀ
Le 2 mars 2016 était assassinée la militante écologiste et féministe Berta Cáceres au Honduras, nous rappellent les organisations France Amérique latine et Alerte Honduras. Lauréate 2015 du prix Goldman pour l'environnement, elle avait cofondé le Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH). Ces ONG rappellent que ce crime est largement resté impuni dans ce pays qui connaît une dérive autocratique inquiétante. Elles mettent en cause les autorités dans son assassinat: le «Groupe assesseur international de personnes expertes (GAIPE) a mis en évidence la participation de nombreux agents de l'Etat, de hauts dirigeants et employés de [l'entreprise] DESA à la planification, exécution et dissimulation de cet assassinat». CKR

FILM

LIBÉRER LES ESPRITS EN PALESTINE OCCUPÉE
Réalisé par la Française Alexandra Dols, *Derrière les fronts, résistances et résiliences* ausculte et apporte des réponses aux dommages psychologiques liés à l'occupation et à l'oppression en Palestine. Le film sera projeté en avant première le 4 mars, au cinéma Spoutnik, à Genève, suivi du 5 mars à l'Obolo de Lausanne. A l'issue de la projection, le comité des rencontres cinématographiques Palestine Filmer C'est Exister animera une discussion avec la réalisatrice, ainsi qu'avec la psychiatre et psychologue suivie dans le documentaire, Samah Jabr. Buffet oriental dès 18h.

PCR

cale générale et professionnelle gratuite pour eux-mêmes et les personnes à leur charge, [...] du paiement des frais de scolarité de leurs enfants et d'une allocation alimentaire mensuelle. [...] Tous nos sites sont équipés de douches et de points d'eau. [...] La sécurité et le bien-être de nos employés sont au cœur de nos priorités», assure la multinationale domiciliée à Zurich.

CHRISTOPHE KOESSLER

¹ *Le Courrier* du 17 juin 2014 et 20 décembre 2017.

² *Le Courrier* du 20 novembre 2014, 1^{er} mai 2015 et 27 mai 2014.